



LES COUPES BUDGETAIRES ASPHYXIENT NOS PROFESSIONS : LA MOBILISATION DOIT S'AMPLIFIER !

Depuis deux ans, les coupes budgétaires se multiplient dans les collectivités territoriales mais aussi au niveau de l'Etat. Rachida Dati a laissé entendre sur France Inter qu'il n'y avait pas de nouvelles coupes budgétaires au niveau du ministère, que la réforme de l'audiovisuel public était soutenue par les syndicats, avant de s'en prendre violemment aux comédien·nes qui ont eu le courage, lors de la cérémonie des Molières, de dénoncer la politique d'austérité du gouvernement qui menace gravement nos professions. Inacceptable !

La situation est catastrophique. Nous n'attendons pas de la ministre de contre-vérités mais des mesures concrètes pour parvenir au refinancement du service public et des politiques publiques dans nos secteurs !

Tandis :

- que commencent ici et là des plans de licenciements dans les structures culturelles
- que les menaces sur le FONPEPS et la part collective du Pass Culture vont accentuer la pression sur les travailleuses de l'art et de la culture déjà en mal d'embauches !
- que l'audiovisuel public étouffe sous les baisses de budget et la peur de perdre ses moyens et son indépendance,
- que les conditions de travail des enseignant·es artistiques et des personnels des conservatoires ou dans les écoles d'art et design publiques ne cessent de se dégrader;
- que les artistes interprètes et artistes auteur·ices voient leurs créations pillées sans contrepartie par les géants de la tech pour nourrir les IA génératives qui vont pouvoir les remplacer à moindre frais,
- qu'une grande partie des artistes auteur·ices peine à survivre et doit faire appel au RSA (dont les conditions d'accès se durcissent), faute d'avoir un équivalent d'assurance chômage,
- que nos salaires et nos revenus n'évoluent pas.

Il est de plus en plus difficile d'exercer nos professions dans de bonnes conditions !

Les annonces de François Bayrou et Emmanuel Macron sur le futur budget 2026 laissent entendre une escalade de la dégradation du service public au profit d'une « économie de guerre ».

Plus que jamais nous devons nous rassembler et amplifier la mobilisation pour obtenir :

- le refinancement de l'ensemble des budgets culturels de l'Etat et de toutes les collectivités territoriales
- le maintien de la part collective du Pass Culture et du FONPEPS soutenu par une dotation budgétaire suffisante
- le retrait de la réforme de l'audiovisuel public
- le lancement d'une concertation sur la question des compétences culturelles obligatoires des collectivités
- une continuité de revenus pour les artistes auteur·rices
- de véritables protections des droits et des emplois des technicien·nes, artistes interprètes, des auteur·ices et de tous les métiers menacés par les IA génératives.

A travers notre mobilisation, c'est nos métiers que nous défendons, mais également une mission de service public. Celle d'une culture diverse et variée, accessible à toutes et tous sur l'ensemble des territoires, indépendante du pouvoir politique et des puissances de l'argent. Notre vision du service public de la culture s'oppose à celle que nous proposent l'extrême droite et la droite extrême.

C'est pourquoi nous appelons également tou·tes les usager·ères du service public de la culture – c'est-à-dire à peu près tout le monde, spectateur·ices, publics, étudiant·es, artistes amateur·ices, etc. – à se joindre à notre mobilisation. Partout en France, organisons des marches festives, en soirée et en week-end, entre le 22 et le 25 mai.

Les professionnel·les sont appelé·es à se mettre en grève dès le 22 (préavis déposé) et à diffuser l'appel autant que possible d'ici-là, pour franchir une nouvelle étape de mobilisation.



**A Paris : manifestation le 22 mai à 18H depuis l'Opéra Bastille à République
et rassemblement avec prises de parole Place de la République à 19H30**

Tous les rassemblements (actualisation régulière) :

https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/mobilisation-22-25-mai-2025_1224360

Paris, le 19/05/2025